

» PRESSE NATIONALE

Politique 

le jour
POUR PLUS D'INFORMATION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES DU 21 FÉVRIER : LA HACA RECONDUIT SES RÈGLES POUR UNE COUVERTURE MÉDIATIQUE ÉQUITABLE

À l'approche des élections des députés à l'Assemblée nationale prévues le 21 février 2026 dans les circonscriptions n°021 Toumodi Commune et n°024 Dualla et Massala (communes et sous-préfectures), la Haute Autorité de la Communication Audio-visuelle (HACA) a publié, le 13 février 2026, un communiqué encadrant la couverture médiatique de la campagne électorale. L'organe de régulation annonce la reconduction des décisions prises lors des législatives du 27 décembre 2025. Ces dispositions s'appliqueront durant la période officielle de campagne fixée du lundi 16 février 2026 à zéro (00) heure au jeudi 19 février 2026 à minuit. S'agissant des médias audiovisuels de service public, la HACA exige le strict respect des principes d'égalité d'accès aux antennes pour les partis politiques, groupements de partis et candidats indépendants. Le pluralisme et l'équilibre de l'information devront également être garantis dans les circonscriptions concernées.

Economie 

Fraternité Matin

COOPÉRATION SUD-SUD : MAMADOU SANGAFOWA-COULIBALY MISE SUR L'EXPERTISE BOTSWANAISE

Au cœur de Gaborone, dans le cabinet feutré de la ministre botswanaise des Minéraux et de l'Énergie, une séquence diplomatique d'une grande densité s'est jouée entre deux pays que tout semble rapprocher. Avec en ligne de mire la volonté de transformer leurs ressources naturelles en leviers durables de prospérité. Face à Mamadou Sangafowa-Coulibaly, son homologue ivoirien, Bogolo Joy Kenewendo a donné le ton dans la matinée du 16 février 2026. Au nom du Président de la République du Botswana, elle a salué la qualité des relations bilatérales et l'engagement « à maintenir la chaleur des liens ». Au-delà des civilités, c'est une ambition stratégique qui a prévalu. Il s'agit de faire des secteurs minier et énergétique le socle d'un partenariat renforcé. Le Botswana, premier producteur mondial de diamants en valeur pendant longtemps, revendique une expertise forgée par des décennies de gouvernance rigoureuse, des négociations contractuelles maîtrisées et des certifications responsables. Mamadou Sangafowa-Coulibaly a inscrit sa visite dans la vision du Président Ouattara qui est de faire de la coopération Sud-Sud un pilier diplomatique.

Fraternité Matin

COOPÉRATION SUD-SUD : LE BOTSWANA, PAYS À L'HONNEUR AU SIREXE 2026

La coopération ivoiro-botswanaise connaîtra un temps fort à Abidjan, du 18 au 22 novembre, à la faveur de la deuxième édition du Salon International des Ressources Extractives et Énergétiques (SIREXE). Décidé en Conseil des ministres le 3 décembre 2025, le choix du Botswana comme pays invité d'honneur n'est pas anodin. Pour le ministre, il consacre l'admiration de la Côte d'Ivoire pour « un modèle africain de gestion transparente et de valorisation locale des ressources extractives ». Vitrine de l'industrie minière et énergétique ivoirienne, le SIREXE 2026 ambitionne de réunir des gouvernements, des investisseurs et des experts autour des enjeux de transformation locale, de financement et de durabilité. La présence du Botswana donnera à cette édition une portée symbolique : celle de deux nations africaines unies par une



SÉCURISATION FONCIÈRE RURALE : LA BANQUE MONDIALE SALUE LES ACQUIS DU PRESFOR

Dans le cadre du Programme de Renforcement de la Sécurisation Foncière Rurale (PRESFOR), financé par la Banque mondiale, une réunion de restitution s'est tenue, le vendredi 6 février 2026, à la Primature. La séance était présidée par le Directeur du cabinet du Premier Ministre, Karim Traoré. Prenant la parole au nom de la Banque mondiale, André Teyssier, chef de l'équipe du foncier rural, a exprimé la satisfaction de l'institution quant aux progrès accomplis : « Au terme de cette mission, nous sommes satisfaits et extrêmement confiants quant à la capacité de l'AFOR à atteindre les objectifs », a-t-il déclaré. Il a notamment salué les avancées significatives enregistrées en matière de digitalisation de l'information foncière, ainsi que la dynamique opérationnelle observée sur le terrain. Ces performances, a-t-il indiqué, augurent favorablement de l'atteinte des objectifs convenus entre la Banque mondiale et l'État de Côte d'Ivoire, visant à sécuriser à terme cinq millions d'hectares de terres rurales.



HYDROCARBURES : NOUVELLE DÉCOUVERTE MAJEURE EN CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire enregistre une nouvelle avancée significative dans son secteur pétrolier. Le groupe italien Eni, en partenariat avec Petroci Holding, a fait une nouvelle découverte commerciale d'hydrocarbures sur le bloc CI-501, situé dans le bassin sédimentaire ivoirien. L'annonce a été faite par le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, via un communiqué rendu public, lundi 16 février 2026. Baptisée Calao South, cette découverte fait suite au forage du puits d'exploration Murène South-1X, réalisé à une profondeur totale de 5 058 mètres, dont environ 2 200 mètres en tranche d'eau. Le puits est localisé à 8 kilomètres au Sud-Ouest de Murène-1X, sur le bloc CI-205. Les travaux ont permis de mettre en évidence la présence de pétrole léger, de gaz naturel et de condensats, confirmant ainsi le fort potentiel pétrolier et gazier de la zone. Selon les premières estimations, l'ensemble des ressources identifiées dans les blocs CI-501 et CI-205 représenterait environ 1,4 milliard de barils équivalent pétrole. Un volume qui positionne davantage la Côte d'Ivoire comme un acteur énergétique majeur en Afrique de l'Ouest.



SECTEUR DES HYDROCARBURES / GAZ NATUREL : LA CÔTE D'IVOIRE CONSOLIDE SON STATUT DE HUB ÉNERGÉTIQUE

Des réformes stratégiques à des découvertes majeures dans les secteurs des ressources extractives et énergétiques. La Côte d'Ivoire a décidé de renforcer son positionnement en tant que hub énergétique sous-régional dans le cadre de sa stratégie de développement économique. Découvert en septembre 2021 et entré en production en août 2023, le Gisement « Baleine » est la plus importante réserve d'hydrocarbures de Côte d'Ivoire. Plus de 43 ans après, grâce à la vision et aux efforts du Président Alassane Ouattara, le gisement « Baleine », qui est un gisement de gaz associé, vient contribuer à l'atteinte des objectifs du gouvernement en fournissant du gaz naturel additionnel au secteur de l'électricité. La capacité de fourniture d'électricité, de façon compétitive, sera, en conséquence, accrue pour faire face aux besoins de l'économie et des ménages qui enregistrent une croissance annuelle d'environ 8%.



GESTION DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET : LES PRIORITÉS POUR L'ANNÉE 2026 DÉVOILÉES

Chargé de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière financière, monétaire, budgétaire, douanière, fiscale, de gestion des marchés publics et de gestion statistique des finances publiques, le

ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, a présenté les huit priorités de son département ministériel, le lundi 9 février 2026, à l'occasion de la présentation des vœux de Nouvel An à son cabinet à Abidjan-Plateau. Il s'agit notamment de réussir la clôture du programme économique et financier 2023-2026 ; maintenir un cadre macroéconomique et financier robuste et solide, mobiliser des ressources intérieures ; accélérer la réforme des finances publiques ; poursuivre l'exécution de la stratégie de réforme du secteur financier ; l'exécution du budget 2026 et l'élaboration de l'avant-projet loi de finances 2027 ; accentuer les efforts de lutte contre la corruption et de promotion de la bonne gouvernance dans l'administration financière ; renforcer le dialogue avec le secteur privé.



FILIÈRE COTON / POUR ÉVITER DES CONFLITS : LE CADRAGE DE LA MISE EN PLACE DES HAIES VIVES AU MENU À BOUAKÉ

Le représentant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Coulibaly Ali, Directeur des Cultures pérennes et d'exportation, a ouvert les 48 heures d'atelier de cadrage de mise en place des haies vives dans la filière coton, le lundi 16 février 2026 à Bouaké. Il a, par la suite, encouragé les différents acteurs de la filière. Bien avant, l'atelier avait été introduit par le directeur technique et suivi-évaluation de l'Interprofession du coton (Intercoton), Irié Bi Olivier. Ehouman Anderson, directeur du département Culture d'exportation et diversification du Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) s'est réjoui de la tenue de la rencontre. La présentation des objectifs de l'atelier a été faite par le Directeur général (Dg) de la Fédération des unions des sociétés coopératives des producteurs de la filière coton de Côte d'Ivoire (Fpc-CI), Silué Kassoum.



IMPÔTS EN CÔTE D'IVOIRE : UNE RECETTE DE 6 000 MILLIARDS DE FCFA VISÉE EN 2026

La Direction Générale des Impôts (DGI) a tenu son séminaire bilan annuel, les 16 et 17 février 2026, dans un hôtel de Yamoussoukro, un rendez-vous stratégique consacré à l'évaluation des performances de l'exercice 2025 et à la définition des perspectives pour l'année 2026. Ouvrant les travaux, le Directeur général des Impôts, Ouattara Sié Abou, a exprimé sa gratitude à l'ensemble des responsables et agents de la DGI pour les efforts consentis. Il a rappelé que l'objectif de recettes brutes pour 2025, fixé à 5 025 milliards de FCFA, a été réalisé à hauteur de 4 897,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 97,5%, en progression notable par rapport à 2024. Malgré un écart négatif de 127,7 milliards de FCFA, le Directeur général a salué une hausse de 15,2 % des recettes par rapport à l'exercice précédent, qualifiant la performance de « perfectible, mais encourageante ». Pour 2026, les ambitions sont clairement affichées : un objectif de 5 988, 1 milliards de FCFA, arrondi symboliquement à 6 000 milliards de FCFA.



EXPERTISE IMMOBILIÈRE, IMPÔT FONCIER... : LE CADASTRE ET LES EXPERTS IMMOBILIERS RENFORCENT LEUR PARTENARIAT

Un déjeuner d'échanges a réuni, le jeudi 12 février 2026, dans un réceptif hôtelier, à Abidjan, la Chambre Nationale des Experts Immobiliers de Côte d'Ivoire (CNEI-CI) et le Directeur du Cadastre, Boua Bahi Apollinaire. À l'initiative de Khadidiatou Bamba-Touré, présidente de la CNEI-CI, cette rencontre s'inscrit dans un contexte stratégique : l'entrée en vigueur, en 2026, d'une réforme fiscale majeure fondée sur la valeur marchande réelle des biens immobiliers. « Nous organisons cette rencontre avec notre partenaire institutionnel, le Cadastre, pour échanger sur les préoccupations que l'expert immobilier rencontre dans l'exécution de sa mission », a expliqué la présidente de la CNEI-CI. Sans langue de bois, Khadidiatou Bamba-Touré a entretenu son hôte en affirmant que parmi les difficultés auxquelles sont confrontés les experts immobiliers en Côte d'Ivoire, figure en bonne place l'accès aux données foncières.

DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ : ADAMA COULIBALY SOUHAITE DES RÉUNIONS TRIMESTRIELLES DU COMITÉ TECHNIQUE DE CONCERTATION

Le déjeuner de Nouvel An, marquant la rentrée solennelle du Comité Technique de Concertation (CTC) État-Secteur privé au titre de l'année 2026, a eu lieu, hier, lundi 16 février 2026, à Abidjan-Plateau. Le ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, par ailleurs président du Comité Technique de Concertation (CTC), a souhaité, au terme de cette rencontre, que l'année 2026 soit empreinte d'accélération du Dialogue Public-Privé (DPP) pour permettre de continuer à apporter des réponses concrètes aux préoccupations du secteur privé. Aussi, pour cette année 2026 marquée notamment par la mise en œuvre du nouveau Plan National de Développement (PND 2026-2030), qui projette une croissance moyenne de 7,2% sur la période 2026-2030 et un investissement global de 114 838,5 milliards de FCFA, dont 29,8% du secteur public et 70,2% provenant du secteur privé, le DPP s'avère plus que nécessaire pour atteindre les objectifs assignés au secteur privé. Adama Coulibaly a, ainsi, souhaité la poursuite du dialogue avec le secteur privé à travers des réunions trimestrielles du CTC.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE CACAO : L'AMBASSADEUR ALY TOURÉ PLAIDE POUR UN REVENU DÉCENT AUX PRODUCTEURS

La Côte d'Ivoire a fait entendre la voix des producteurs de cacao lors de la Conférence des Nations Unies sur le Cacao 2026, tenue, vendredi dernier, au Palais des Nations à Genève (Suisse). Le Représentant Permanent de la Côte d'Ivoire auprès des Organisations Internationales pour les Produits de Base, l'Ambassadeur Aly Touré, élu dans la foulée président de la Conférence des Nations Unies sur le Cacao (CNUCED), a plaidé la cause des pays producteurs de cacao. Face aux principaux acteurs de la filière, Aly Touré a déclaré que sans les producteurs de cacao, il n'y aurait pas d'industrie du cacao et, par conséquent, pas de chocolat ni d'autres confiseries que le monde entier aime tellement déguster. L'ambassadeur Aly Touré a également présenté les défis auxquels sont confrontés la production et le commerce mondiaux du cacao.

RAMADAN ET CARÊME : IBRAHIM KALIL KONATÉ SATISFAIT DE L'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ

Pas de pénurie en vue : les Ivoiriens peuvent aborder le Carême et le Ramadan l'esprit tranquille. C'est ce qui ressort de la visite que le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Kalil Konaté, a effectuée, hier, dans les entrepôts de stockage et autres grandes surfaces. Objectif : vérifier la disponibilité des produits de grande consommation et s'assurer du respect des mesures de régulation des prix. Du sucre au riz en passant par les produits vivriers, le ministre a inspecté les circuits d'approvisionnement afin de garantir aux ménages ivoiriens un accès régulier et abordable aux denrées essentielles. À l'issue de cette tournée, Kalil Konaté s'est dit « très satisfait » de la situation. « Les Ivoiriens peuvent se rassurer que les produits de grande consommation sont disponibles », a-t-il affirmé. Les chiffres avancés par le ministre témoignent d'une gestion anticipée des besoins : six mois de stock pour le riz et au moins trois mois pour le sucre.

LOTÉRIE NATIONALE : LA LONACI REÇOIT SES CERTIFICATS ISO 9001

Un an après avoir été certifié Jeu responsable niveau 2, la Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI) vient de franchir un nouveau cap. L'entreprise citoyenne a obtenu la certification Jeu responsable niveau 3 de l'Association des Loteries du Monde (WLA - World Lottery Association). Il s'agit d'une reconnaissance internationale exigeante réservée aux loteries les plus rigoureuses. Dans la même dynamique, la LONACI a également décroché la Certification ISO 9001 version 2015, gage de la qualité de ces processus et de son management. Ces 2 distinctions ont été remises, le jeudi 12 février 2026, lors d'un déjeuner de presse organisé dans les studios LONACI à Abidjan-Marcory. Présentant ces certifications aux hommes des médias, le directeur général de la LONACI, Dramane Coulibaly, a indiqué que l'entreprise citoyenne devient la première société de loterie en Afrique subsaharienne à obtenir la certification Jeu responsable niveau 3 de la double WLA.



DALOA : 25 MALADES GUÉRIS DE LA LÈPRE

Ils sont 25 malades de la lèpre sur 32 cas qui ont recouvré la santé après avoir suivi correctement le traitement. Le district sanitaire de Daloa les a présentés lors de la commémoration de la 73e Journée de la lutte contre la lèpre, le mercredi 11 février 2026, au village des malades de la lèpre de Daloa. Abordant le thème : « La lèpre est guérissable, le véritable défi c'est la stigmatisation », le directeur départemental de la Santé, Dr Manouan Bilé, a appelé la population à entourer les malades de leur amour en vue d'une parfaite intégration socio-professionnelle et économique. « On peut soigner et guérir la lèpre. Mais ce dont les malades ont peur, c'est la stigmatisation, le regard des autres. Donc, il faut leur apporter notre solidarité afin que les malades ne se cachent pas », a-t-il recommandé. Dr Manouan Bilé a, par ailleurs, exhorté à un dépistage précoce pour une guérison très rapide et efficace.



OPÉRATION « TOLÉRANCE ZÉRO » SUR LA ROUTE : PLUSIEURS VÉHICULES MIS EN FOURRIÈRE, HIER

Plusieurs véhicules à plaque d'immatriculation fantaisiste ont été conduits en fourrière, le lundi 16 février 2026, dans le cadre de l'opération « Tolérance zéro » sur la route, annoncée, le vendredi 13 février 2026, par le ministre des Transports et des Affaires maritimes, Amadou Koné. Les médias en ont été témoins, en face de l'Office National d'Identification (ONI) au Plateau et à Adjamé dans le périmètre de l'ex-Washington, côté échangeur. Les véhicules administratifs étaient acheminés à la fourrière du Bureau de Gestion des Véhicules Administratifs (BGVA), et ceux ayant des plaques ordinaires, à la direction fourrière de Quipux Afrique. « Nous n'avons vraiment aucune tolérance civile. On a en ce moment environ 5 ou 6 véhicules qui seront transférés à la fourrière administrative. Les plaques d'immatriculation fantaisistes sont mises parce que les gens veulent échapper au système de vidéo-surveillance. Les véhicules ne seront remis dans la circulation qu'après le paiement des amendes éventuelles », a expliqué Oumar Sacko, Directeur Général des Transports Terrestres et de la Circulation (DGTTC).



RENCONTRE PAM - N'GUESSAN KOFFI : LES CANTINES SCOLAIRES AU CŒUR DES ÉCHANGES

Le ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique, N'Guessan Koffi, a reçu en audience, une délégation du Programme Alimentaire Mondial (PAM). Ce rendez-vous a eu lieu, le lundi 16 février 2026, à Abidjan-Plateau. Cette rencontre a été l'occasion pour les deux parties de souligner l'importance d'établir des cantines scolaires. Ce service de restauration au sein des établissements est un véritable outil de développement du capital humain, en garantissant un accès régulier à des repas équilibrés pour les élèves. Les discussions ont également mis en avant la nécessité d'élaborer une stratégie nationale durable, intégrant la mobilisation de ressources, le renforcement des partenariats et la planification progressive de la construction et de l'approvisionnement de cantines sur l'ensemble des écoles primaires du pays.

DÉFICIT D'ENSEIGNANTS EN MATHÉMATIQUES ET PHYSIQUE-CHIMIE : N'GUESSAN KOFFI PRÉPARE L'ANNONCE DE MESURES FORTES

Le ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique, N'Guessan Koffi, prépare l'annonce de mesures fortes, les prochains jours, relativement au déficit d'enseignants en Mathématiques et en Physique-Chimie. Ces mesures permettront de renforcer rapidement les effectifs des enseignants et de garantir de meilleures conditions d'apprentissage des sciences aux élèves, sur toute l'étendue du territoire. C'est ce qui ressort des échanges que N'Guessan Koffi a eus avec Adama Diawara, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le lundi 16 février 2026, au cabinet du dernier-cité, à Abidjan-Plateau. Cette rencontre stratégique avait pour objectif d'examiner et de proposer des solutions concrètes face au déficit d'enseignants en sciences (Mathématiques-Physique-Chimie) dans les lycées et collèges.

PUBLICITÉ URBAINE : L'ÉTAT SERRE LA VIS ET MISE SUR LA VIGILANCE POPULAIRE

Réunis, le jeudi 12 février 2026, à Cocody, les acteurs du secteur de la publicité ont planché sur un chantier stratégique : la réorganisation de l'affichage publicitaire sur l'ensemble du territoire national. À l'initiative de la Direction de la Communication publicitaire, structure rattachée au ministère de la Communication, cette séance de travail technique marque une nouvelle étape dans la régulation d'un secteur en pleine expansion, mais confronté à de nombreuses dérives. La page Facebook de ce département ministériel indique qu'au cœur des échanges : le cahier des charges encadrant l'octroi et l'exploitation des emplacements publicitaires. Un document clé appelé à redéfinir les règles du jeu, dans un environnement où la prolifération anarchique de panneaux et supports divers suscite autant d'inquiétudes que de critiques. « Il s'agit de mettre fin à l'exercice illégal de la publicité, de réduire la pollution visuelle et de prévenir les risques liés à l'insécurité routière », souligné Michèle Houphouët, directrice de la Communication publicitaire.

FOOTBALL AMATEUR IVOIRIEN : LA FIFA ET LA FIF POSENT LES BASES D'UNE RÉFORME STRUCTURANTE

Les 11 et 12 février 2026, l'hôtel Azalaï d'Abidjan a servi de cadre à deux journées de travaux consacrées au football amateur en Côte d'Ivoire. À l'initiative de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), en collaboration avec la Fédération Ivoirienne de Football (FIF), cet atelier de restitution de l'analyse de l'environnement du football amateur marque une étape importante dans la structuration du football de base. La cérémonie d'ouverture officielle, le 12 février, a réuni les principaux acteurs du football ivoirien : dirigeants, techniciens, représentants des ministères, ligues et partenaires institutionnels. Représentant le président de la FIF, Issouf Diabaté, président de la Ligue de Football Amateur, a rappelé le rôle central du football amateur dans l'édifice national. « Le football amateur est la base de notre pyramide. C'est là que naissent les talents et que se forment les hommes », a-t-il déclaré.

APPUI AU SECTEUR AGRICOLE : UNE ZONE AGRO-INDUSTRIELLE DÉDIÉE À L'ANACARDE OUVERTE À KORHOGO

Korhogo dispose, depuis 2023, d'une zone agro-industrielle dédiée à l'anacarde. Aménagée sur une superficie de 28,7 hectares, cette zone industrielle vient renforcer la capacité nationale de transformation des noix brutes de cajou. Ce projet s'inscrit dans la vision du gouvernement, qui mise sur la transformation locale des produits agricoles afin d'accélérer le changement structurel de l'économie. Des opérateurs privés, nationaux et internationaux, sont attendus sur le site afin d'augmenter la part de noix de cajou transformées en Côte d'Ivoire. « La région du Poro produit environ 150 000 tonnes de noix de cajou par an. La matière première est donc disponible, ce qui explique pourquoi cette zone agro-industrielle était

très attendue. Avec l'installation progressive des investisseurs, des emplois directs et indirects seront créés, contribuant ainsi au développement de la région », explique Issouf Koné, délégué régional du Conseil du Coton et de l'Anacarde dans le Poro. (Source : CICG)

Société 



SÉCURITÉ ROUTIÈRE : TOUT SAVOIR SUR LA PRÉVENTION, LE CONTRÔLE ET LES SANCTIONS DES INFRACTIONS ROUTIÈRES EN CÔTE D'IVOIRE

La sécurité routière constitue aujourd'hui un enjeu majeur en Côte d'Ivoire. Ce mardi 17 février 2026, à 15 h00 à Abidjan-Plateau, le directeur de l'Office de Sécurité Routière (OSER), Étienne Kouakou, sera l'invité de la conférence de presse « Tout Savoir Sur » du CICG. Il interviendra sur le thème : « Prévention, contrôle et sanctions des infractions routières en Côte d'Ivoire ». Les populations sont invitées à suivre cette rencontre et à interagir en temps réel en adressant leurs questions via ces différents canaux. À cette occasion, le directeur de l'OSER présentera la politique nationale de sécurité routière. Étienne Kouakou mettra en lumière les stratégies de prévention déployées pour réduire les accidents, les dispositifs de contrôle opérationnels sur l'ensemble du territoire, ainsi que le cadre juridique et les sanctions applicables aux infractions routières. Il évoquera également les réformes et innovations récentes visant à renforcer la discipline sur les routes et à responsabiliser davantage les usagers. (Source : CICG)



PLAQUES D'IMMATRICULATION ILLÉGALES : VASTE OPÉRATION DE CONTRÔLE LANCÉE SUR TOUTE L'ÉTENDUE DU TERRITOIRE

La Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation (DGTTC), en collaboration avec la Police nationale et la Gendarmerie nationale de Côte d'Ivoire, lance ce lundi, une vaste opération nationale de contrôle et de répression contre l'utilisation des plaques d'immatriculation illégales, dissimulées ou non conformes. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale de sécurité routière, après plusieurs campagnes de sensibilisation menées ces derniers mois. Selon un communiqué signé par le Directeur général de la DGTTC, Oumar Sacko, tout véhicule dont la plaque réglementaire est masquée, modifiée ou volontairement dissimulée sera immédiatement conduit en fourrière. La restitution du véhicule ne pourra intervenir qu'après le retrait du dispositif frauduleux et le paiement intégral des amendes exigibles.



AGENCE DE PRESSE

Economie 



LA CÔTE D'IVOIRE INTENSIFIE SA COOPÉRATION AVEC LE FONDS VERT POUR LE CLIMAT AU SOMMET DE L'UA À ADDIS-ABEBA

Le ministre de l'Environnement et de la Transition écologique, Abou Bamba, a eu des séances de travail avec des partenaires internationaux, en marge du 39^e Sommet de l'Union africaine (UA), tenu à Addis-Abeba, le vendredi 13 février 2026, aux côtés du vice-Président de la République, Tiémoko Meyliet Koné. Ces échanges visaient à réaffirmer l'ambition de la Côte d'Ivoire de renforcer son leadership climatique sur le continent africain. La délégation ivoirienne a, notamment, rencontré la directrice exécutive du Fonds Vert pour le Climat (FVC), Mafalda Duarte, à la tête du principal mécanisme financier mondial dédié à la lutte contre les changements climatiques. Au cœur des discussions, figuraient le renforcement de la coopération entre la Côte d'Ivoire et le FVC, la formulation de nouveaux projets structurants à soumettre au Fonds, ainsi que la volonté du pays d'accroître significativement le volume de ses requêtes de financement dès 2026.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



Centre d'appel
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 📢

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



CICG

www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable